

**INTERVENTION DE MONSIEUR HABI MAHAMADOU
SALISSOU, MINISTRE DU COMMERCE ,DE L'INDUSTRIE ET
DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE CHEF DE LA
DELEGATION DE LA REPUBLIQUE DU NIGER AU DEUXIEME
SOMMET DU SUD,**

DOHA LE 16 JUIN 2005

***Monsieur le Président ,
Majestés, Altesses, Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Monsieur le Président,***

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer au nom de la délégation qui m'accompagne et en mon nom personnel, notre profonde gratitude à son Altesse Sheikh Hammad Bin Khalifah Al Thani, au Gouvernement et au peuple qataris pour l'hospitalité généreuse et les marques infinies d'attention dont nous avons été l'objet depuis notre arrivée dans cette merveilleuse cité de Doha.

Je voudrais également remercier les autorités de l'Etat du Qatar pour la manière fort remarquable dont le deuxième Sommet du Sud est organisé.

C'est donc avec un réel plaisir que je prends la parole devant cette auguste Assemblée.

Monsieur le Président,

A l'issue du Premier Sommet tenu en 2000, nous avons adopté le Plan d'Action de la Havane.

Depuis lors, nos débats se sont focalisés sur la recherche des voies et moyens pour répondre le plus efficacement possible aux préoccupations de nos populations, et sur la participation effective de nos Etats au processus de prise de décision dans une conjoncture mondiale marquée par l'imprévisibilité.

A cet égard, concernant le financement du développement, nous avons remarqué un relâchement dans la mise en oeuvre des engagements pris par les pays développés, et un accroissement des conditionnalités rendant plus difficile l'accès à l'aide au développement.

Cela entraîne une diminution drastique de l'aide publique au développement, malgré le volume de fonds et crédits prévus au titre de la coopération.

Monsieur le Président,

Aucun développement durable n'est envisageable dans un contexte de pauvreté et d'endettement .

En effet, le financement de nos besoins nécessite une forte épargne intérieure, mais aussi une augmentation des investissements extérieurs et une aide publique constante et substantielle pour permettre à nos pays de relancer leurs économies et de contribuer et au bien être de leurs populations.

A cet égard, il est essentiel de mobiliser, de façon coordonnée et efficace, l'ensemble des ressources disponibles pour le financement des activités de développement, afin de réaliser les objectifs d'éradication de la pauvreté.

Aussi nous nous devons de veiller à ce que l'architecture financière internationale dans ses concepts et ses procédures permette l'intégration effective des pays du sud à l'économie mondiale.

La conception actuelle de la mondialisation et de l'interdépendance doit être revue aux fins d'instaurer un système économique international plus juste, plus équitable, qui apporte la sécurité, la stabilité et la croissance pour tous.

Elle doit aussi tenir compte du critère de vulnérabilité de nos pays dans le cadre de l'OMC, ce qui nous oblige à exiger un traitement différencié par rapport aux pays industrialisés.

Monsieur le Président,

Le Niger réaffirme son attachement aux idéaux et principes qui guident le groupe des 77 et qui ont permis d'agir de façon constructive au service du développement de nos pays.

Mon pays croit à la coopération internationale dans un esprit de partage réciproque des avantages. A cet égard, il s'avère nécessaire de mettre en place des mécanismes de nature à permettre la participation des pays du Sud à la prise des décisions qui les concernent au premier chef.

Lors de notre dernière rencontre à la Havane, nous avons demandé à la communauté des pays riches de tenir compte des conséquences négatives engendrées par leurs politiques économique, commerciale monétaire et fiscale sur nos pays.

Aujourd'hui, nombreux sont nos programmes qui, financés à des coûts élevés, sont menacés, en particulier dans le domaine de l'agriculture du fait des subventions accordées aux producteurs du Nord, ce qui réduit la compétitivité de nos produits.

Monsieur le Président,

La rencontre de Doha est l'occasion pour nous de mesurer les efforts consentis, ainsi que les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'Action de la Havane.

Nous nous devons d'accélérer la mise en œuvre des stratégies contenues dans ce Plan et de les actualiser dans celui de Doha, afin d'inverser la tendance de marginalisation croissante de nos pays.

Le Niger tient à privilégier la coopération Sud Sud, dans les domaines de la santé, du commerce, de la formation et de la technologie.

Notre appréciation de cette coopération est positive et nous sommes disposés à partager avec les pays du sud qui le désirent, notre expérience dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables.

Monsieur le Président,

Le Groupe des 77 et la Chine, se doit d'être un espace de solidarité et c'est à ce titre que mon pays salue et se réjouit de l'initiative annoncée par Son Altesse Sheikh Hammad Bin Khalifah Al Thani, Emir de l'Etat du Qatar, visant à mettre à la disposition du Fonds de Solidarité et d'Action Humanitaire, une somme de vingt (20) millions de dollars pour soutenir la coopération Sud-Sud.

Monsieur le Président

S'agissant de la Réunion Plénière de Haut niveau de l'Assemblée Générale des Nations Unies, qui aura lieu en septembre 2005, pour procéder à la revue à mi-parcours de la Déclaration du Millénaire sur les objectifs de développement et à la réforme de l'Organisation des Nations Unies, mon pays fonde l'espoir qu'elle sera couronnée de succès et permettra de restaurer le multilatéralisme et de rendre notre organisation plus efficace dans son action en faveur du développement

Je vous remercie